

# Des normes de détention plus élevées comparées-elles à promouvoir le bien-être ?

Soorej Jose Puthooppambil, Beth Maina-Ahlberg et Magdalena Bjerneld

La Suède est généralement considérée comme un pays ayant des normes élevées en ce qui concerne la détention des immigrants. Toutefois, une étude récente menée dans les centres de détention suédois suggère qu'indépendamment du niveau élevé des conditions, la vie en détention continue de mettre en péril la santé et le bien-être des migrants en situation irrégulière qui se trouvent détenus.<sup>1</sup>

La Suède dispose d'une capacité de détention (235) comparativement peu élevée, et la détention pour motif d'immigration a lieu dans des installations spécialisées plutôt que dans des prisons. La durée maximale de la détention est de 12 mois. Les installations de détention sont gérées par des fonctionnaires employés par le Conseil suédois pour la migration. Les détenus ne portent pas d'uniforme, ils peuvent utiliser un téléphone portable et ils ont accès à l'Internet. Des bénévoles de différentes ONG sont en mesure d'effectuer des visites afin d'apporter un soutien psychologique aux détenus.

Les résultats initiaux de l'étude indiquent, toutefois, que les détenus continuent d'éprouver une sensation d'impuissance, malgré le fait de se trouver dans des installations comparativement meilleures. À ce jour, l'étude a impliqué des entretiens avec des détenus, des employés et des infirmiers qui travaillent dans les centres de détentions, et des bénévoles qui visitent les détenus. Les détenus ont expliqué à quel point ils

ressentaient comme futile de chercher à couvrir leurs besoins pratiques quotidiens et à résoudre leur dossier juridique, principalement à cause du manque d'aide qu'ils recevaient des employés, des avocats et de la police. Ils appréciaient le fait d'avoir la possibilité de se rendre dans la cour, d'utiliser la salle de gym, d'avoir des repas servis quatre fois par jour et d'avoir accès à l'internet, mais certaines des restrictions imposées à l'utilisation de ces services les préoccupaient. Selon les détenus, l'accès aux services reste toujours à la discrétion des employés, qui de ce fait disposent d'énormément d'influence pour rendre les conditions de détention supportables ou insupportables. Malgré tout, on continue de constater dans les directives formulées par plusieurs organisations internationales comme l'OIM, le HCR et l'UE, que la formation des employés qui travaillent avec les détenus reste reléguée au second plan.

Les besoins en termes de soins médicaux des détenus ne sont toujours pas correctement couverts. Dans tous les centres de détention, sauf un, les soins médicaux se bornent à la visite d'un infirmier deux fois par semaine, et aucun des centres de détention n'a de services de soins de santé mentale disponibles sur place. Avoir quelqu'un avec qui interagir librement a semblé être ce qui manquait le plus aux détenus, et leur envie irrésistible de parler et d'être écoutés était patente pendant les entretiens. Les visites effectuées par les bénévoles des ONG semblaient atténuer le stress,

octobre 2013

mais parallèlement, les détenus étaient déçus par l'incapacité des bénévoles à leur apporter une aide juridique. Certains aspects matériels des centres de détention, comme les dortoirs situés trop près des zones communes bruyantes et les murs élevés et complètement nus étaient cités comme facteurs de stress.

Quelles que soient les installations, les détenus considéraient les centres de détention comme des prisons : ce qu'ils appellent « une prison avec quelques options supplémentaires ». L'incertitude quant à la durée de la détention et à son résultat est un facteur majeur contributeur de stress ; certains

nous ont même dit que la détention était pire que la prison, parce qu'en prison au moins, on sait à quoi s'en tenir sur l'issue et la durée de la détention.

**Soorej Jose Puthooppambil** *Soorej.jose@kbh.uu.se* est Doctorante dans le département de santé de la femme et de l'enfant à l'université d'Uppsala en Suède. **Beth Maina Ahlberg** *Beth.ahlberg@vgregion.se* et **Magdalena Bjerneld** *Magdalena.Bjerneld@kbh.uu.se* sont chercheurs dans le même département.

1. Un projet de recherche portant sur 2012/2015, financé par le Fonds européen pour les réfugiés. Cet article est consacré aux constatations issues des entretiens menés avec les détenus.